



L'esprit tonifie,
l'épargne
rémunérée
en plus.

Commencez
aujourd'hui
Réalisez demain.

5%
EPARGNE
RÉMUNÉRÉE

10 000
FCFA

8283

Offre soumise à conditions



www.coris-holding.com

f y in

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'Investigation, d'analyses, et de publicité

N° 454 du jeudi 15 octobre 2026 / Prix : 250 F CFA

**Moïse Mafongoun
nommé Directeur
Exécutif de
l'APBEF-Togo** P. 3



CEDEAO / ECO EN 2027 P. 6

Les doutes de Kako Nubukpo



OCTOBRE ROSE

**La Fondation
Heidelberg
Materials
mobilise Tokpli
contre le cancer
du sein** P. 4



PIA

**Ces entreprises
qui animent
la plateforme
industrielle** P. 3





88 66

Couleur Tropical | 201 FCFA

INTERNET ILLIMITÉ + TV

TOUT EST LÀ

LA TV EN
CANALBOX | TOUT CANAL+ | NETFLIX



UN SEUL ABONNEMENT !

30 000

FCFA

GTA
ASSURANCES
EN TOUTE CONFIANCE



وفا إيماء للإيجاد
Wafa IMA Assistance

VOTRE CARTE DEVIENT VOTRE COUVERTURE

HORS DU TOGO



INFO : 8283



Assistance
médicale



Rapatriement



Avance
de fonds



Perte & vol
de bagages



Couverture
monde entier



Assistance
24h/7

La Banque Autrement

<https://coris.bank>



BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Moïse Mafongoun nommé Directeur Exécutif de l'APBEF-Togo

Dodji Moïse Mafongoun a été porté à la Direction Exécutive de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers du Togo (APBEF-Togo). Un recrutement qui intervient dans un contexte de renouvellement de l'état-major de l'association, qui fédère dix-neuf banques et établissements financiers, tous représentés par leurs directeurs généraux.

Créée pour défendre les intérêts de ses membres et promouvoir la profession bancaire, l'APBEF-Togo est l'interlocutrice des pouvoirs publics et des autorités monétaires.

Elle gère les dossiers communs, veille à l'unité et au respect des règles régissant la profession, et représente

les banques dans le dialogue social. A sa tête, Guy-Martial Awona, Directeur Général d'Orabank Togo, qui préside également, depuis mars 2025 et pour deux ans, la Fédération des associations professionnelles des banques et établissements financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA), laquelle regroupe les huit APBEF de l'Union.



A noter que la gouvernance de l'association prévoit la nomination ou le recrutement du directeur exécutif par le Conseil exécutif, précise Financial Afrik. Il en demeure la mémoire et la cheville administrative : continuité, gestion des dossiers,

exécution des décisions. C'est précisément cette fonction que quitte Martin Koffi Eza, qui a occupé la Direction exécutive de l'APBEF-Togo depuis environ 10 ans.

Le renouvellement a ainsi vu le premier vice-président, Alassane Kaboré de Coris Bank International, céder son siège à Simplicie Toyi Assih de l'Union Togolaise de Banque, la présidence restant inchangée.

Un profil de stratégie

Docteur en sciences de gestion, diplômé de l'Université de Douala (2024), le nouveau directeur exécutif

affiche plus de seize ans d'expérience en direction, pilotage stratégique et conseil. Ex-cadre de Coris Bank International Togo, où il a piloté le marketing, la communication et la qualité depuis 2022, Moïse Mafongoun a également été directeur commercial de la CAMEG-Togo, et team leader de projets auprès de la Présidence togolaise.

Avec ce recrutement, l'APBEF-Togo se dote d'un profil polyvalent, bancaire et stratégique, pour porter la voix de la profession dans un secteur financier togolais en pleine mutation.

PIA

Ces entreprises qui animent la plateforme industrielle

L'industrie togolaise présente un visage diversifié. A la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), inaugurée le 6 juin 2021 par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, 14 entreprises opérationnelles interviennent dans la transformation agricole, le textile, les matériaux de construction, l'automobile, la pharmacie et les biens de consommation. Leurs activités contribuent au développement des capacités productives nationales et au rayonnement de l'industrie togolaise.

De l'agro-industrie au textile

Dans l'agro-industrie, Togo Organics et Togo Soja produisent de l'huile de soja brute et du tourteau de soja. Togo Soja propose également du beurre de karité, tandis que Nutrisource Togo formule des engrais NPK. Ces activités participent à la valorisation des productions agricoles et au développement de la transformation locale.

Le textile est représenté par Star Garments Togo, Novarea Textiles Togo et TAS Textiles. Ces entreprises confectionnent notamment

des polos et des t-shirts. Novarea produit aussi des uniformes professionnels, tandis que Star Garments fabrique des combinaisons de randonnée en montagne. Cette production diversifie l'offre manufacturière du pays et développe des activités spécialisées.

Matériaux de construction et mobilité

Dans le secteur des matériaux de construction, Vivace Group fabrique des profilés en aluminium. General & DOP Park Industrie SARL produit des sacs en polypropylène destinés aux cimenteries,



tandis que General & DOP BTP exploite une centrale à béton. Ces activités répondent à différents besoins liés à la construction et aux infrastructures.

La mobilité complète ce dispositif industriel. Van Vliet Automotive assure l'assemblage et la commercialisation de camions. African Green Mobility Solutions-Togo, connue sous la marque Spiro, intervient dans l'assemblage et la commercialisation de motos électriques. Ces

deux entreprises illustrent la diversité des activités automobiles présentes sur la plateforme, entre véhicules utilitaires et mobilité électrique.

Pharmacie et biens de consommation

FHC Medica représente le secteur pharmaceutique avec des produits comprenant notamment des antibiotiques, des antalgiques et des médicaments contre les symptômes de la grippe. Brillante Industry Togo

fabrique des chaussures en plastique, tandis que New Huasha Company Limited produit des articles de table et de la porcelaine.

La PIA réunit ainsi plusieurs branches de l'industrie togolaise, de la transformation agricole à l'assemblage de véhicules. Cette diversité contribue à élargir les capacités de production du pays, à valoriser les activités manufacturières et à renforcer la visibilité des produits fabriqués localement. La dynamique devrait se poursuivre avec d'autres entreprises actuellement en cours d'opérationnalisation, qui viendront porter à une vingtaine le nombre d'entreprises présentes sur la plateforme, renforçant ainsi son rôle dans le développement et le rayonnement de l'industrie togolaise.

TOGO : TRANSPORT

Septembre 2026 : 439 accidents, 31 morts et 715 blessés

Le Togo a enregistré 439 accidents de la circulation en septembre, faisant 31 morts et 715 blessés. Ces chiffres ont été présentés le 8 octobre dans le cadre du bilan mensuel de la sécurité routière. À cette occasion, le commissaire divisionnaire Dr Tassa Agba, responsable de la Division de la sécurité routière (DSR) a attiré l'attention sur les comportements à risque des usagers de la route.

Le bilan présenté lors de la quatorzième pédagogie de la DSR révèle une forte implication des usagers des deux-roues, concernés par plus de 67 % des accidents enregistrés. Les piétons représentent, quant à eux,

2 % des cas recensés. La répartition des décès montre que les usagers des deux-roues représentent plus de 38 % des personnes tuées, contre 39% pour les piétons. Le commissaire divisionnaire, Dr Tassa Agba dénonce plusieurs comportements à l'origine



de ces accidents, notamment le manque de formation de certains motocyclistes, leur méconnaissance du code de la route, les excès de vitesse et les surcharges. Certains tricycles transportent des

marchandises dépassant largement leurs dimensions réglementaires, tandis que des motocyclistes transportent jusqu'à trois personnes, parfois avec des enfants dans des conditions dangereuses.

Le responsable de la DSR relève également le non-port du casque et l'absence d'équipements de protection, ainsi que la fatigue liée aux longues heures de conduite sans repos suffisant. La consommation d'alcool, l'usage de stupéfiants, la précipitation et le manque

de courtoisie figurent aussi parmi les facteurs de risque dénoncés. Les cyclistes sont également concernés par ces comportements dangereux. L'absence d'éclairage sur certains vélos et le manque de visibilité sur la chaussée augmentent les risques d'accident. Le commissaire divisionnaire recommande ainsi le port de vêtements ou de gilets réfléchissants, particulièrement pendant la nuit.

OCTOBRE ROSE

La Fondation Heidelberg Materials mobilise Tokpli contre le cancer du sein

A Tokpli, dans la préfecture de Yoto, la Fondation Heidelberg Materials, avec l'appui de SCANTOGO et en collaboration avec l'ONG Femmes du Royaume, a organisé mardi 13 octobre 2026, une séance de sensibilisation, de conseils et de dépistage gratuit du cancer du sein. Cette initiative inscrite dans le cadre d'Octobre Rose, vise à renforcer la prévention, tout en faisant la promotion du bien-être et de l'autonomisation des femmes.



en fonction de l'âge et du niveau de risque. En cas de découverte d'une boule, d'un changement de forme ou de toute autre anomalie, une consultation auprès d'un professionnel de santé est vivement recommandée. La détection précoce et une prise en charge rapide peuvent améliorer les chances de guérison.

sein.

Elle souligne que la sensibilisation ne doit pas se limiter aux seuls aspects médicaux de la maladie, mais doit également prendre en compte ses conséquences sur le bien-être, l'épanouissement, les finances et la vie familiale des femmes. « Nous espérons qu'à l'issue de cette rencontre, les femmes prendront

compétences de vie, le bien-être et le mentorat.

Selon elle, la femme occupe une place essentielle dans la société et doit prendre conscience de sa contribution au développement de sa communauté. Elle estime que lorsqu'une femme connaît sa valeur et parvient à développer pleinement son potentiel, elle participe davantage au progrès collectif. Cette approche vise ainsi à renforcer la confiance des femmes en elles-mêmes et à leur permettre de mieux comprendre les liens entre santé, épanouissement personnel et autonomie économique.

La rencontre a été appréciée par les bénéficiaires qui ont salué l'engagement des organisateurs en faveur de la santé des femmes. « Je suis très contente d'avoir participé à cette rencontre qui nous a édifiées sur le cancer du sein. Chapeau aux organisateurs », s'est réjouie Mayer Estelle, participante à la séance de sensibilisation.

A travers cette activité, la Fondation Heidelberg Materials, avec l'appui de SCANTOGO et la collaboration de l'ONG Femmes du Royaume, entend contribuer à une meilleure prévention du cancer du sein dans le canton de Tokpli, tout en encourageant les femmes à prendre soin de leur santé et à renforcer leur autonomie.

Cette mobilisation dans le cadre d'Octobre Rose rappelle que la lutte contre le cancer du sein repose autant sur l'information, le dépistage et l'accès aux soins que sur l'accompagnement des femmes dans leur quête de bien-être et d'épanouissement.



Une maladie qui touche également les hommes

Bien que cette maladie touche principalement les femmes, les hommes peuvent également en être atteints.

L'une des particularités de cette édition d'Octobre Rose est l'offre gratuite de dépistage à toutes les femmes de Tokpli. Une démarche qui traduit la volonté des organisateurs de rapprocher les services de prévention des communautés et de favoriser un meilleur accès à l'information sanitaire.

Pour Emmanuela Kpetigo, Directrice Exécutive de la Fondation Heidelberg Materials Togo, cette initiative s'inscrit dans une tradition annuelle de la Fondation à l'occasion du mois consacré à la lutte contre le cancer du

d'avantage soin d'elles-mêmes », a-t-elle indiqué, insistant sur la nécessité pour chaque femme de prendre conscience des répercussions que la maladie peut avoir sur les différentes dimensions de sa vie.

Au-delà de la santé, cette rencontre a accordé une place importante au développement personnel et à l'autonomisation des participantes.

Pour cette édition, la Fondation Heidelberg Materials a bénéficié de l'accompagnement de l'ONG Femmes du Royaume, spécialisée dans le développement personnel. Sa présidente fondatrice, Dédé K. Sama, a expliqué que les échanges ont permis d'aborder le développement personnel, la mobilité économique, les



Les femmes de Tokpli, localité située dans la préfecture de Yoto, à environ 90 kilomètres de Lomé, ont répondu à l'appel de la Fondation Heidelberg Materials au centre d'entrepreneuriat à Monénou. Placée sous le thème « Non au cancer du sein, oui à l'épanouissement et à l'autonomisation dans le canton de Tokpli », cette rencontre a permis aux participantes de mieux

dans le district de Yoto, plusieurs facteurs peuvent favoriser la survenue de cette maladie, notamment des facteurs environnementaux, hormonaux, comportementaux et génétiques.

Elle a également insisté sur l'adoption de bonnes habitudes de vie et la réduction de l'exposition à certains facteurs de risque.



comprendre cette maladie, ses facteurs de risque, les moyens de prévention et l'importance du dépistage précoce.

A cette occasion, des professionnels de la santé ont apporté des éclairages sur le cancer du sein, une maladie caractérisée par une multiplication incontrôlée des cellules mammaires pouvant entraîner la formation de tumeurs. Selon Agondé Fafanyo, sage-femme et point focal de la santé de la reproduction

Les participantes ont été sensibilisées à l'importance de connaître l'aspect habituel de leurs seins, afin de repérer rapidement tout changement inhabituel.

Les professionnels de santé ont rappelé que l'auto-palpation peut aider à identifier certaines anomalies, sans toutefois remplacer les examens médicaux. La mammographie doit être réalisée selon les recommandations médicales,

PAIEMENTS AFRIQUE - CHINE

Ecobank signe un accord avec le système chinois CIPS

Le groupe bancaire panafricain Ecobank a signé un protocole d'accord avec le système chinois de paiements CIPS pour renforcer les règlements transfrontaliers en yuans entre les entreprises africaines et leurs partenaires chinois, dans un contexte où les échanges commerciaux sino-africains ont atteint 348 milliards de dollars en 2025.

Le groupe bancaire panafricain Ecobank a annoncé lundi 12 octobre avoir signé, le 10 octobre à Pékin, un protocole d'accord avec le système chinois de paiements CIPS, afin de renforcer les règlements transfrontaliers en yuans entre les entreprises africaines et leurs partenaires commerciaux établis en Chine. La signature s'est déroulée en marge de la visite officielle en Chine du président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, en présence du ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, selon la banque.

Basé à Lomé et présent dans 34 marchés africains, Ecobank entend développer ses services de paiement en renminbi, la monnaie chinoise également appelée yuan. CIPS assure le traitement, la compensation et le règlement des paiements transfrontaliers concernés dans cette devise. « À mesure que les relations commerciales se renforcent et que les flux d'investissement s'intensifient, les infrastructures financières qui les soutiennent doivent évoluer au même rythme », a déclaré le directeur général du groupe, Jeremy Awori.

Les coûts de paiement, un enjeu pour les entreprises

L'annonce intervient sur fond d'intensification des échanges sino-africains, indique l'agence Ecofin. Leur montant a atteint un record d'environ 348 milliards de dollars en 2025, selon les données des douanes chinoises. Les importations chinoises depuis l'Afrique représentaient 123 milliards de dollars, contre environ 225 milliards d'exportations chinoises vers le continent. Depuis le 1er mai 2026, Pékin a étendu son régime de traitement sans droits de douane à l'ensemble des 53 pays africains avec lesquels il entretient des relations diplomatiques. Les modalités diffèrent toutefois selon les catégories de pays : les 33 pays africains les moins avancés bénéficiaient déjà de cette exemption, tandis que le nouveau dispositif prévoit un traitement préférentiel pour les 20 autres pays concernés.

Pour les entreprises africaines, les règlements en yuans pourraient limiter certaines conversions intermédiaires de devises. Le passage d'une monnaie locale au dollar, puis à la monnaie



chinoise, peut entraîner des frais supplémentaires. Les économies éventuelles dépendront toutefois des commissions bancaires, des taux de change, de la liquidité disponible et des modalités de chaque opération. La perspective d'un circuit de paiement plus direct constitue donc un argument commercial pour les banques qui souhaitent accompagner les échanges entre l'Afrique et la Chine. Le communiqué ne précise ni les tarifs applicables, ni le calendrier de déploiement par pays, ni le statut de participation envisagé pour les différentes entités d'Ecobank.

Les règles de CIPS distinguent les participants directs, qui accèdent au système selon les modalités prévues par celui-ci, des participants indirects, qui passent par un participant direct. Ecobank Guinée bénéficie déjà d'un accès indirect, annoncé en mars 2026 par Bank of China. Cette situation ne signifie pas que l'ensemble des filiales du groupe dispose du même statut.

Le rapprochement intervient alors que Pékin cherche à accroître l'usage international du yuan et à réduire la place du dollar dans les échanges avec ses partenaires. Pour les entreprises africaines, ces nouveaux circuits ouvrent des possibilités de règlement dans d'autres devises. Ils ne suffisent toutefois pas à établir une dédollarisation du commerce sino-africain, tandis que la monnaie américaine reste dominante dans les échanges mondiaux.

Pékin, point d'appui d'une stratégie de fond

Le groupe a également inauguré de nouveaux bureaux à Pékin, où il possède une présence depuis 2012. Cette implantation doit servir de point de contact aux entreprises, institutions financières et investisseurs chinois souhaitant développer leurs activités en Afrique. Elle s'appuie sur des équipes dédiées à la clientèle chinoise en Afrique de l'Ouest, centrale et de l'Est, ainsi que sur des services de financement du commerce, de paiement et de

gestion de trésorerie.

Ecobank avait signé, en décembre 2025, un protocole d'accord avec Bank of China (Mauritius) pour développer les solutions en yuans, les règlements transfrontaliers et le financement du commerce. Les deux banques envisagent également de structurer ensemble des prêts syndiqués et d'autres financements pour des projets impliquant des acteurs chinois en Afrique. Parallèlement, les partenariats avec XTransfer, YeePay et WorldFirst visent à faciliter les paiements transfrontaliers en s'appuyant sur le réseau africain d'Ecobank. Ces collaborations doivent notamment simplifier les encaissements et les règlements des petites et moyennes entreprises engagées dans le commerce international.

La concurrence avance également sur ce terrain. Standard Bank et Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) ont obtenu, en juin 2026, une autorisation de la Banque populaire de Chine pour assurer conjointement la compensation du renminbi dans 19 pays africains. Cette initiative s'inscrit dans le développement des infrastructures de paiement en monnaie chinoise sur le continent.

FMI ET BANQUE MONDIALE

Dette, tensions géopolitiques et intelligence artificielle au cœur des Assemblées annuelles

Les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale se sont ouvertes le lundi 12 octobre 2026 à Bangkok, en Thaïlande, dans un contexte marqué par les incertitudes géopolitiques, les tensions sur les marchés de l'énergie et l'alourdissement de la dette publique. Les discussions réunissent des responsables économiques et financiers autour des perspectives de croissance mondiale, des besoins de financement des pays en développement et des moyens de soutenir la création d'emplois.

La dette publique figure parmi les principales préoccupations, alors que son service réduit les marges budgétaires de nombreux États, au moment où les besoins d'investissement restent élevés. Les nouvelles projections économiques du FMI et son analyse des finances publiques doivent notamment éclairer les risques pesant sur la croissance, l'inflation et la

capacité des gouvernements à financer leurs priorités de développement. Les tensions au Moyen-Orient et leurs répercussions potentielles sur les approvisionnements énergétiques ajoutent à ces incertitudes, en particulier pour les pays importateurs d'hydrocarbures.

La mobilisation des capitaux privés constitue un autre axe des discussions. Face aux



limites des financements publics, la Banque mondiale entend mettre en avant les moyens d'attirer les investisseurs vers les secteurs susceptibles de soutenir l'activité et l'emploi. Pour les économies africaines, cet enjeu concerne notamment les infrastructures, l'énergie et l'industrialisation, dans un contexte où les besoins de financement dépassent souvent les ressources

mobilisables par les budgets nationaux.

L'intelligence artificielle occupe également une place importante dans les échanges, au-delà de ses gains potentiels de productivité et de croissance. Son développement soulève des questions sur l'évolution de l'emploi, les transformations du secteur financier, les risques de cybersécurité et les conséquences pour

les politiques fiscales. La forte progression des investissements dans les centres de données, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques ouvre de nouvelles perspectives économiques, mais interroge aussi la rentabilité à long terme de ces dépenses et la répartition des bénéfices technologiques entre pays et secteurs.

Pour les économies en développement, l'enjeu est notamment de bénéficier de ces innovations sans accentuer les écarts avec les pays disposant déjà d'infrastructures numériques, de compétences et de capitaux importants.

CEDEAO / ECO EN 2027

Les doutes de Kako Nubukpo

La perspective d'une monnaie unique au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) reste suspendue à un préalable politique que les quinze États membres ne sont pas en mesure de réunir. Tel est le constat posé par l'économiste togolais Kako Nubukpo, commissaire chargé de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Pour l'ancien ministre de la Prospective du Togo, l'ECO, ce projet de monnaie régionale discuté depuis près de trois décennies, demeure captif d'un déficit de volonté partagée entre les capitales ouest-africaines.

Un chantier monétaire freiné par le déficit de consensus

Le diagnostic de Kako Nubukpo tranche avec l'optimisme affiché à plusieurs reprises par les chefs d'État de la région. Selon l'économiste, aucune union monétaire crédible ne peut émerger sans une convergence préalable des visions politiques, budgétaires et institutionnelles. Or, les critères de convergence fixés par la CEDEAO, qu'il s'agisse du plafond de déficit public, du niveau d'endettement ou de l'inflation, continuent d'être enfreints par la plupart des États candidats. L'écart structurel entre les économies nigériane, ghanéenne et celles de la zone franc complique mécaniquement toute harmonisation.

A cette dispersion

macroéconomique, s'ajoute une donnée plus récente : le retrait annoncé du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, officialisé en 2024, puis la constitution de l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette recombinaison fragilise la cohérence du bloc ouest-africain et déplace le centre de gravité des discussions monétaires. Difficile, dans ces conditions, d'imaginer un calendrier opérationnel pour l'ECO, maintes fois reporté depuis sa première échéance de 2003.

La souveraineté monétaire, un débat qui dépasse l'ECO

Kako Nubukpo s'est imposé depuis plus d'une décennie comme l'une des voix critiques les plus écoutées sur l'architecture monétaire héritée de la période coloniale. Ses travaux sur le franc CFA,



puis sur la réforme qui devait aboutir à l'ECO dans sa première mouture annoncée fin 2019 par Alassane Ouattara et Emmanuel Macron, ont nourri une controverse publique majeure. L'économiste y voyait un rebranding plutôt qu'une rupture, dès lors que la parité fixe avec l'euro et la centralisation d'une partie des réserves étaient maintenues.

Le commissaire de l'UEMOA plaide pour une approche graduelle, adossée à des politiques industrielles communes et à un véritable budget régional. Sans projet économique partagé, estime-t-il, une monnaie commune ne serait qu'une coquille technique exposée aux chocs asymétriques. Le précédent de la zone euro, confrontée à ses propres limites lors de la crise des dettes souveraines, nourrit cette prudence. La question du prêteur en dernier

ressort, du mécanisme de solidarité entre économies hétérogènes et du régime de change applicable reste à trancher.

Un calendrier politique peu favorable aux grands sauts institutionnels

Le contexte régional n'invite guère à l'audace monétaire. Entre les transitions militaires au Sahel, les tensions autour des processus électoraux dans plusieurs capitales et la montée du sentiment souverainiste, l'agenda d'intégration passe au second plan. Les chefs d'État de la CEDEAO ont certes réaffirmé en 2024 leur attachement au projet ECO, en évoquant une mise en œuvre à l'horizon 2027. Mais les engagements répétés contrastent avec la lenteur des travaux techniques et l'absence d'instrument de coordination budgétaire opérationnel.

Reste que l'ouverture d'un débat public sur la souveraineté monétaire a produit des effets tangibles. La réforme du franc CFA en Afrique de l'Ouest, actée en 2019 sans encore pleinement entrer en vigueur, en est l'une des traductions. Les banques centrales de la sous-région travaillent par ailleurs à l'interopérabilité des systèmes de paiement, un chantier moins spectaculaire mais plus immédiatement utile aux économies et aux populations. Pour Kako Nubukpo, c'est sur ce terrain concret, davantage que sur les grands symboles, que se construira la crédibilité d'une future monnaie régionale.

La position exprimée par le commissaire de l'UEMOA replace ainsi le projet ECO dans une temporalité longue, loin des annonces solennelles et des échéances politiques. Selon Financial Afrik, l'économiste togolais considère que les conditions d'un véritable saut monétaire ouest-africain ne sont pas réunies à ce stade.

RESTAURATION DES FORÊTS ET DES PAYSAGES

La FAO et le Togo intensifient le suivi des initiatives

Comment mieux rendre compte des différentes actions de restauration menées à travers tout le pays ? C'est autour de cette question que les acteurs togolais se sont réunis à Atakpamé, du 6 au 8 octobre 2026, pour réfléchir sur la mise en place ou l'adoption d'une plateforme nationale de suivi de la restauration des paysages forestiers.

Pour rappel, le Togo s'est engagé, dans le cadre de l'initiative africaine AFR100, à restaurer 1,4 million d'hectares de terres dégradées à l'horizon 2030. Sur le terrain, les collectivités territoriales, les ONG et associations, les comités locaux, les services de l'État et d'autres acteurs mènent déjà de nombreuses actions avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

Mais le constat est clair : les données sur la restauration restent éparpillées et réparties entre plusieurs systèmes de rapportage et dans des bases de données diverses avec des méthodes de collecte et de stockage quelques fois non

compatible et des indicateurs et méthode de mesure qui peuvent varier d'un acteur à l'autre.

« Plusieurs actions et initiatives se déroulent sur le terrain, initiées par différents acteurs : les collectivités territoriales, les mairies, les ONG et associations, les ministères. Chaque acteur contribue à l'ambition de porter la couverture forestière à 25% d'ici à 2030, mais il est très difficile aujourd'hui d'avoir une idée assez précise du chemin parcouru. Où se localisent les arbres plantés chaque année ? Existe-il une plateforme digitale unifiée où sont agrégées toutes les réalisations en matière de



restauration des paysages forestiers ? ». Voilà quelques questions clés auxquelles les participants ont cherché à répondre, a expliqué Djiwa Oyetoundé, Chargé de bureau de la FAO au Togo.

Pendant trois jours, précise Agri Digitale, les participants ont ainsi fait une analyse des acteurs et des systèmes de suivi des indicateurs et ont aussi répertorié les bases de données et les outils existants. Les discussions ont également porté sur les types d'indicateurs, les méthodes de collecte et stockage, ainsi

que sur la qualité, le partage, la sécurité et l'accessibilité à ces données et informations.

La question du géoréférencement a également retenu l'attention. Il doit permettre de localiser les réalisations et de mieux documenter les bonnes pratiques de restauration. « L'objectif est de pouvoir, avec preuve, certitude et surtout avec précision, savoir ce qui est fait, où cela a été fait et par qui et avec quel moyen puis visualiser cela sur une carte accessible à tous », a précisé Dr Djiwa.

Le Préfet de l'Ogou, Ekpe Kodjo Agbeko Noël, a appelé à « consolider les acquis existants, renforcer la synergie entre les acteurs et créer les conditions d'un suivi plus efficace des efforts de restauration engagés sur l'ensemble du territoire national ». Les travaux ont permis de dégager des orientations pour la suite du processus, notamment sur les options techniques et pratiques, la gouvernance des données et les modalités de mise en œuvre.

Une feuille de route est élaborée pour guider les prochaines étapes vers un dispositif national basé sur l'existant et qui permettrait de mieux suivre les progrès du Togo en matière de restauration des forêts et des paysages.

TOGO - CHINE

Pékin et Lomé renforcent leur coopération

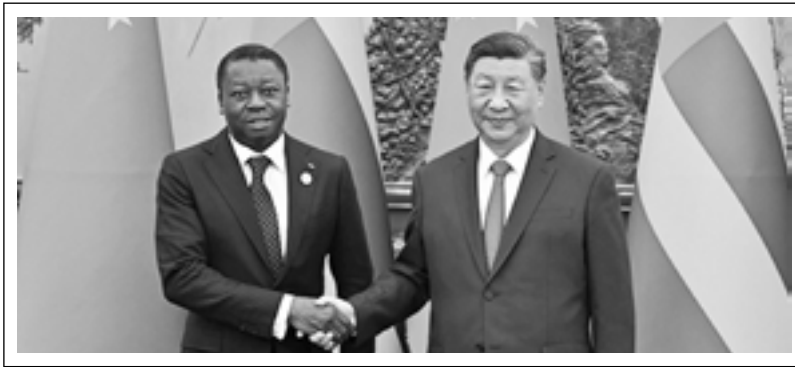
Le président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a rencontré mardi 13 octobre 2026 à Pékin le président chinois, Xi Jinping, dans le cadre de sa visite officielle en Chine. À l'issue de leurs échanges, les deux dirigeants ont annoncé le relèvement des relations bilatérales au rang de « communauté d'avenir partagé Chine-Togo à l'ère nouvelle ».

Cette évolution vise à approfondir les liens entre les deux pays et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. Pour Lomé, l'enjeu sera de traduire ce rapprochement diplomatique en investissements, en emplois et en transferts de compétences, dans un contexte de renforcement des relations économiques entre les deux pays.

En 2025, les échanges

commerciaux entre le Togo et la Chine ont atteint 5,43 milliards de dollars, en hausse de 55 % sur un an, selon des chiffres communiqués par l'ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min. La Chine demeure le premier fournisseur du pays. En septembre 2024, les deux pays avaient déjà élevé leurs relations au rang de partenariat stratégique global.

Lors de son séjour, Faure



Gnassingbé a également exploré des pistes de coopération dans l'agriculture, les infrastructures et les technologies. Dans la province du Shaanxi, il a visité un parc de démonstration de l'agriculture intelligente qui mobilise notamment l'intelligence artificielle et la robotique pour optimiser la production. Un

mémorandum d'entente a également été signé entre cette province chinoise et la région de la Kara, afin de renforcer leur coopération décentralisée.

Le port et l'industrie au cœur des priorités

À Xiamen, le 11 octobre, le dirigeant togolais a notamment abordé les enjeux

de sécurité maritime, de gouvernance des océans et de coopération autour de la diversité biologique marine. Les échanges ont aussi porté sur la prospérité des zones industrielles.

Au-delà de ces annonces, l'enjeu pour Lomé sera de concrétiser les orientations retenues par des projets financés, des partenariats industriels et des transferts de technologies. La progression des échanges commerciaux témoigne du rapprochement entre les deux pays, mais ne suffit pas, à elle seule, à mesurer ses retombées sur la production locale, l'emploi ou le rééquilibrage des échanges.

TOGO : CFE

11 978 nouvelles entreprises enregistrées entre janvier et septembre 2026

L'intérêt pour l'aventure entrepreneuriale connaît une progression au Togo. Entre janvier et septembre de l'année 2026, 11 978 nouvelles entreprises ont été enregistrées, contre 11 099 sur la même période en 2025, soit une progression de 7,9%.

Ces chiffres ressortent des statistiques compilées par le Centre de formalités des entreprises (CFE). Dans le détail, 4357 entreprises ont été créées au premier trimestre 2026, 3772 au deuxième et 3849 au troisième.

Globalement, les statistiques de ces neuf premiers mois traduisent un retour à la croissance des créations d'entreprises. Ceci marque une reprise après le léger recul enregistré au cours des périodes précédentes.



Cette progression intervient dans un contexte marqué par la poursuite des réformes

engagées par les pouvoirs publics pour améliorer le climat des affaires, simplifier

les procédures administratives et renforcer l'attractivité de l'économie nationale.

Les efforts consentis en matière de formalisation, de numérisation des services et d'accompagnement des porteurs de projets contribuent à créer un environnement favorable à l'initiative privée.

FESPACO 2027

Le Togo affûte ses armes

Le Togo, invité d'honneur de la 29ème édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), prépare sa participation à ce rendez-vous continental. Jeudi 8 octobre à Lomé, une délégation burkinabè a rencontré les acteurs du cinéma togolais pour définir les premières actions à mener.

Présidée par le ministre du tourisme, de la culture et des arts, Isaac Tchiakpe, la rencontre a permis d'identifier les œuvres et les talents à mettre en avant, de recenser les besoins prioritaires des professionnels et de définir les prochaines étapes des préparatifs.

L'occasion pour les réalisateurs de proposer des films susceptibles de représenter le Togo au festival. Ils ont également souhaité une prolongation

du délai de dépôt des œuvres afin de permettre à davantage de cinéastes de participer à la compétition. Pour Isaac Tchiakpe, cette participation doit aller au-delà de la visibilité offerte par le festival.

Le ministre entend tirer parti de cet événement pour faire avancer plusieurs chantiers de la filière cinématographique, dont la formation, la production, le financement, la diffusion et la coproduction.

Placée sous le thème « Cinémas



d'Afrique et développement de la culture », cette nouvelle édition entend susciter une réflexion sur les moyens de développer les industries cinématographiques du continent.

Le choix du Togo comme pays d'honneur s'explique, selon le directeur général de l'Agence burkinabè de la cinématographie et de

l'audiovisuel, Alex Moussa Sawadogo, par les relations artistiques, culturelles et politiques entre les deux pays, ainsi que par la dynamique de création cinématographique au Togo.

Pour rappel, le FESPACO 2027 est prévu du 20 au 27 mars 2027.



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjolé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU)
中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com